

donnent à penser, en particulier, que les tremblements de terre indiscernables d'explosions nucléaires souterraines par les méthodes sismiques ordinaires sont plus fréquents que les études antérieures ne l'avaient indiqué.

Attaques par surprise

Du 10 novembre au 18 décembre, également à Genève, a eu lieu une conférence d'experts chargés d'étudier les moyens par lesquels il serait possible d'aider à prévenir les attaques par surprise, et chargés de présenter à ce sujet un rapport aux gouvernements. Les entretiens avaient été proposés par les États-Unis dans un échange de correspondance avec l'Union soviétique au sujet de l'ordre du jour d'une éventuelle conférence au sommet. Les États-Unis avaient demandé l'étude technique des mesures pratiques pouvant réduire au minimum le danger d'attaques par surprise. L'Union soviétique avait paru convenir qu'il y avait lieu d'étudier ensemble la question au niveau des experts. Il y a donc eu réunion d'un groupe d'experts occidentaux du Canada, des États-Unis, de France, d'Italie et du Royaume-Uni avec des experts d'Albanie, de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et d'URSS. Les Canadiens avaient à leur tête M. L. D. Wilgress, qui pendant cinq ans a été le représentant permanent du Canada auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

Les experts occidentaux ont tenté de maintenir constamment les discussions sur le seul plan technique. Ils ont proposé l'examen successif des questions suivantes: 1) identification des instruments propres à servir à une attaque par surprise, soit missiles, aviation à long rayon d'action, aviation tactique, forces terrestres, sous-marins armés de missiles, autres forces navales et autres instruments éventuels d'attaque par surprise; 2) moyens de contrôle, soit inspection aérienne, inspection terrestre (y compris les moyens technologiques auxiliaires), techniques de surveillance navale, possibilités des radars à champ lointain, autres instruments de détection à grande distance, inspection par satellites et autres moyens éventuels d'observation et d'inspection; 3) application des techniques d'inspection et d'observation au problème des attaques par surprise et appréciation des résultats de leur application à ce problème; 4) caractéristiques techniques générales des systèmes ayant pour objet de réduire la menace d'attaques par surprise; 5) rapport aux gouvernements.

Le camp adverse, pour sa part, n'a cessé de présenter des propositions qui, aux yeux des Occidentaux, ne convenaient pas à une conférence technique préliminaire. Le représentant de l'URSS a tenté de faire discuter un certain nombre de propositions relatives à des mesures de désarmement partiel ainsi qu'à élargir l'objet de la conférence en y faisant entrer des questions sans rapport immédiat avec celle de réduire le danger d'attaques par surprise et même en dépassant le plan technique pour envisager une négociation sur des propositions d'ordre politique.

En raison de ces différences de conceptions quant à l'objet de la conférence, les six semaines qu'elle a duré n'ont même pas permis aux deux camps de se mettre d'accord sur un ordre du jour. Les experts occidentaux ont néanmoins présenté une série de communications expliquant et illustrant les quatre premiers points du plan de travail qu'ils proposaient: examen des caractères techniques pertinents, des instruments pouvant servir à une attaque par surprise; examen des techniques qui pourraient permettre l'observation et l'inspection de ces instruments; exposé général de systèmes possibles d'obser-